

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Neoliberalisme-ennemi-historique-de-la-Democratie>

Le Néolibéralisme, ennemi historique de la Démocratie

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 19 juillet 2021

Description :

Le Néolibéralisme, ennemi historique de la Démocratie.. Son attaque contre la démocratie et son affaiblissement des syndicats font aujourd'hui le jeu de l'extrême droite (...) Aldo Madariaga

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Plus qu'un simple ensemble de politiques de libre-échange, le néolibéralisme a toujours cherché à modifier l'équilibre des pouvoirs de la société en faveur des patrons. Son attaque contre la démocratie et son affaiblissement des syndicats font aujourd'hui le jeu de l'extrême droite.

[\(Société Mont Pelerin\)' type="image/jpeg">](#)



La première réunion de la Société du Mont Pelerin, en 1947, avec les fondateurs, Friedrich Hayek et Ludwig von Mises.(Société Mont Pelerin)

Le néolibéralisme est présent depuis plus de trois quarts de siècle. Depuis les efforts de la société du Mont-Pèlerin pour réinventer le libéralisme à l'ancienne dans les années 1940, le néolibéralisme a pris diverses formes, qu'il s'agisse de l'école de Chicago et de l'ordolibéralisme allemand, du coup d'État chilien de 1973 dirigé par Pinochet, des révolutions Thatcher et Reagan, des ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale ou de la Troisième voie européenne.

Le thème du néolibéralisme a donné lieu à une véritable industrie artisanale de commentaires, qui n'a fait que croître au cours de la dernière décennie, les experts tentant de donner un sens à un terme de plus en plus contesté et ambigu. Nombre de ceux qui écrivent sur le néolibéralisme vantent aujourd'hui ce qu'ils croient être sa dernière valse sur la scène mondiale : dans le contexte des transformations provoquées par la crise financière de 2008-9, la montée des gouvernements autoritaires protectionnistes et la nécessité de solutions de politique publique à grande échelle à l'ère de la COVID-19, beaucoup ont proclamé que le néolibéralisme était effectivement à bout de souffle.

Mais est-ce vraiment le cas ? Ou bien le néolibéralisme est-il simplement en train de s'installer, sous des formes encore plus virulentes ?

Comme je l'ai soutenu ailleurs, le néolibéralisme n'est pas en train de mourir mais subit au contraire d'importantes transformations qui le rendent particulièrement dangereux pour la démocratie d'aujourd'hui. En fait, c'est cette menace même pour la démocratie qui est la clé pour comprendre la résilience du néolibéralisme : sa capacité à supporter les crises et les systèmes rivaux n'est pas tant une conséquence de l'attrait durable des marchés libres et de la concurrence économique. Au contraire, le néolibéralisme a survécu en altérant les fondements mêmes de nos institutions et organisations démocratiques.

Ce faisant, le néolibéralisme s'est allié à des forces - dictateurs et technocrates - tout aussi méprisantes pour la démocratie. Cet aspect central du projet néolibéral est ce qui prépare le terrain pour une nouvelle race de leaders de la droite radicale à travers le monde. Aujourd'hui, on assiste à l'émergence d'une alliance entre les néolibéraux et le

grand capital, qui s'appuie sur le soutien des nationalistes, des conservateurs sociaux et des populistes autoritaires. C'est cette alliance qui pourrait bien constituer l'une des plus grandes menaces pour la politique démocratique.

Le néolibéralisme est un projet politique

Pour beaucoup, le néolibéralisme est un ensemble d'idées économiques qui vante la supériorité des marchés comme forme de coordination sociale entre les individus. Lu de cette façon, le néolibéralisme est capable de séduire, de convaincre et finalement de l'emporter sur des idées rivales comme la planification étatique. Pour ceux qui souscrivent à cette définition du néolibéralisme, les suggestions selon lesquelles l'État fait son retour sont considérées comme la preuve que le pendule revient vers un consensus social qui rejette le néolibéralisme.

C'est un projet politique qui vise non seulement à réduire le pouvoir de l'État mais, plus concrètement, à saper les efforts de tout acteur collectif.

Le néolibéralisme est donc communément compris comme l'idéologie qui place les marchés au-dessus des États et les individus au-dessus des sociétés. Cependant, des décennies de recherche ont prouvé ce que Philip Mirowski appelle la « double vérité » derrière la doctrine néolibérale : tout en offrant la liberté de choix et la libération des réglementations étatiques oppressives, les néolibéraux ont toujours été conscients de la nécessité d'un État fort, très souvent coercitif.

Cela a signifié deux choses. Premièrement, les néolibéraux étaient moins intéressés par les marchés en soi (et encore moins par la concurrence sur les marchés) que par ce qui pouvait être réalisé grâce à eux. Bien que les néolibéraux visent généralement à éliminer toute intervention de l'État qui interfère avec les libres décisions des entreprises privées, ils ne sont pas opposés à toutes les formes d'intervention de l'État. Les néolibéraux sont, bien entendu, moins préoccupés par les formes d'intervention de l'État qui redistribuent aux principaux groupes d'entreprises (par le biais d'exonérations fiscales généreuses ou de renflouements massifs lors de crises financières) que par le type d'intervention qui impose des mesures de redistribution à la classe ouvrière.

De même, les néolibéraux s'engagent à étendre les marchés et les logiques de marché à toutes les formes de la vie sociale et politique, mais ils sont moins préoccupés par le fait que cela conduise à une concurrence déloyale ou à un monopole pur et simple. Deuxièmement, il est désormais bien compris que les néolibéraux ont besoin d'États forts pour imposer - et faire respecter - leurs marchés libres, même si cela prend la forme de mesures étatiques carrément répressives.

Le néolibéralisme est donc bien plus qu'un simple ensemble d'idées sur les marchés libres. C'est un projet politique qui vise non seulement à réduire le pouvoir de l'État mais, plus concrètement, à saper les efforts de tout acteur collectif - qu'il s'agisse d'États, de syndicats, de partis politiques - pour interférer avec les décisions des entreprises privées. Ce projet de modifier l'équilibre des pouvoirs est la clé de sa résilience.

Le néolibéralisme Vs la démocratie.

Pour comprendre la relation entre le néolibéralisme et la démocratie, nous devons nous pencher sur la crainte séculaire des néolibéraux de la tyrannie de la majorité sans propriété et de la possibilité que leurs ambitions démocratiques empiètent sur la liberté économique. James Buchanan, l'un des représentants les plus vénérés de la tradition néolibérale, l'explique clairement dans son célèbre ouvrage coécrit, *Democracy in Deficit*.

L'assaut du néolibéralisme contre les organisations syndicales et les droits de négociation collective est bien documenté. Ce qui l'est moins, c'est la manière dont nos institutions politiques ont été conçues pour bloquer toute opposition politique crédible.

Là, il ne s'est pas concentré sur la libre concurrence, le bon fonctionnement du marché, ni même sur la critique de l'intervention de l'État. Il s'intéressait plutôt aux « institutions politiques à travers lesquelles la politique économique doit être mise en oeuvre. » Appliquant cette logique, Jaime Guzmán, le créateur de l'architecture politique et économique chilienne héritée de Pinochet, a estimé que les institutions politiques devaient être organisées de telle sorte que « si les adversaires devaient gouverner, ils [seraient] contraints de prendre des mesures pas si différentes de celles que l'on souhaiterait » ». Comme l'expliquait Walter Lippmann, le grand-père de la [Société Mont-Pèlerin](#), « le noeud de la question n'est pas de savoir si la majorité doit gouverner, mais quel type de majorité doit gouverner. »

Le néolibéralisme limite la politique démocratique en modifiant l'équilibre des forces entre ses partisans et ses opposants dans le but ultime de restreindre l'espace disponible pour la politique et les politiques. L'étude du néolibéralisme et de la démocratie en Amérique latine et en Europe de l'Est nous permet d'identifier trois mécanismes concrets à l'oeuvre. La première consiste à créer une nouvelle classe d'affaires en privatisant les anciens actifs de l'État et en autorisant de nouvelles opportunités commerciales dans les secteurs désormais déréglementés.

On a longtemps pensé que la logique du démantèlement de l'État social consistait à maximiser l'efficacité et la croissance. Cependant, dans les pays où le néolibéralisme a prospéré, la privatisation et la déréglementation ciblées visaient principalement à créer ou à renforcer les entreprises les plus susceptibles de soutenir le projet néolibéral dans son ensemble. Cela a été particulièrement le cas dans le secteur financier, parmi les entreprises exportatrices compétitives et les multinationales. Les entreprises qui ont tout intérêt à ce que le néolibéralisme se perpétue ont utilisé l'avantage structurel qui leur est offert pour repousser les tentatives de réforme, qu'il s'agisse de fiscalité, de politique industrielle, de mesures sociales ou de protection de l'environnement et du travail.

Deuxièmement, le néolibéralisme a survécu en empêchant les forces politiques anti-néolibérales de s'implanter. L'attaque du néolibéralisme contre les organisations syndicales et les droits de négociation collective est bien documentée. Ce qui l'est moins, c'est la manière dont nos institutions politiques ont été conçues pour bloquer toute opposition politique crédible. Il s'agit notamment d'accroître le pouvoir de l'exécutif pour contourner des parlements plus représentatifs, d'institutionnaliser des acteurs non élus capables d'opposer leur veto aux décisions de la majorité, etc. Les tactiques les plus efficaces ont été celles qui ont affecté les modèles de représentation politique, comme l'ingénierie électorale et la redécoupe des circonscriptions.

Ce fut le cas au Chili, où, en 1989, le système électoral et la magnitude des districts (le nombre de représentants élus dans un district donné) ont été conçus de manière à donner à la droite la moitié de tous les représentants au parlement (au lieu du tiers habituel). C'est cette mesure qui a privé la gauche de toute représentation pendant vingt ans, tout en poussant la gauche la plus modérée à conclure une alliance à long terme avec des forces centristes qui ont édulcoré leurs positions autrement réformistes. Conjuguées aux seuils supramajoritaires requis pour modifier les caractéristiques fondamentales des institutions chiliennes conçues par Pinochet, ces actions ont été essentielles pour empêcher toute réforme significative pendant les quatre gouvernements de centre-gauche consécutifs des années 1990 et 2000.

Dans d'autres cas, les efforts visant à limiter la représentation ont consisté à priver purement et simplement de leur droit de vote de larges pans de la population. Ce fut le cas en Estonie, où le néolibéralisme a trouvé une cause commune avec les expressions les plus radicales du mouvement d'indépendance nationaliste contre l'ancienne Union soviétique. Les néolibéraux ont exploité avec succès les craintes du peuple estonien que l'importante population russe du pays (environ 40 % en 1989) ne bloque l'indépendance, ceci afin de laisser les Russes

ethniques sans droit de vote.

Et ils l'ont fait tout en faisant passer l'un des projets néolibéraux les plus ambitieux mis en oeuvre en Europe de l'Est. En conséquence, les personnes les plus touchées par ces réformes n'avaient pas le droit de vote ou votaient pour des raisons nationalistes et non socio-économiques. En fin de compte, cela a empêché la formation de forces sociales-démocrates capables d'au moins tempérer l'assaut néolibéral, comme ce fut le cas dans la plupart des autres pays d'Europe de l'Est.

Enfin, les néolibéraux ont isolé les décideurs politiques des demandes populaires par ce que l'on appelle parfois le « verrouillage constitutionnalisé », ce qui signifie que les aspects clés de la politique économique d'un pays sont maintenus hors de portée de la délibération démocratique, de peur qu'ils ne soient, selon les mots de Buchanan et Richard E. Wagner, « laissés à la dérive dans la mer de la politique démocratique ». Les banques centrales indépendantes et les règles de politique fiscale, par exemple, sont des instruments clés pour maintenir la politique monétaire et fiscale à l'écart de la délibération démocratique.

L'ancrage de l'inflation comme objectif macroéconomique clé a réduit la capacité des banques centrales à utiliser la politique monétaire pour atténuer les crises économiques et à privilégier les considérations relatives à l'emploi par rapport à celles relatives à la stabilité des prix.

À l'inverse, les règles budgétaires telles que les procédures d'équilibre budgétaire ont fortement réduit la capacité de dépense globale du gouvernement. En outre, l'établissement de seuils constitutionnels élevés pour modifier ces dispositions a mis hors de portée des aspects essentiels de la panoplie d'outils de politique économique des gouvernements élus.

En termes néo-gramsciens, un bloc social multipartite enraciné dans des secteurs d'activité spécifiques a défendu avec succès le projet néolibéral grâce à ces ressources économiques et institutionnelles concrètes réduisant l'espace disponible pour la politique et les politiques. Et la conséquence directe de cela a été un déclin brutal du caractère représentatif de nos démocraties.

Néolibéralisme et logique populiste

Compte tenu de la relation hostile du néolibéralisme aux institutions démocratiques de base, il n'est pas difficile de comprendre l'affinité élective entre le néolibéralisme et la droite populiste radicale d'aujourd'hui. Contrairement à ce qu'a affirmé Wendy Brown, la droite radicale n'émerge pas « des ruines » du néolibéralisme, mais des possibilités concrètes qui apparaissent lorsque les principes fondamentaux du néolibéralisme sont « hybridés » avec le populisme.

Dans les années 1970 et 1980, les idéaux néolibéraux ont été alignés sur les doctrines autoritaires pour créer certaines des réformes - et des dictatures - les plus radicales que le monde ait jamais connues.

Comment cet hybride est-il apparu ? Dans les années 1970 et 1980, les idéaux néolibéraux se sont alignés sur les doctrines autoritaires pour créer certaines des réformes - et des dictatures - les plus radicales que le monde ait jamais connues. Plus tard, au cours des années 1990 et 2000, les néolibéraux ont conquis les coeurs et les esprits des élites technocratiques de la « troisième voie » désireuses d'imposer la discipline du marché à des gouvernements irresponsables. De même, aujourd'hui, les principes fondamentaux du néolibéralisme sont enclins à former des alliances avec la droite populiste radicale.

Ces alliances ne sont pas fondées sur un intérêt partagé pour les libertés du marché, mais sur un mépris commun pour la politique démocratique et la nécessité perçue de limiter davantage les institutions démocratiques représentatives (sans parler d'une conception individualisée du social). Ainsi, malgré les affirmations selon lesquelles le populisme et le néolibéralisme sont des tendances antagonistes, les tentatives populistes d'entraver les libertés et les institutions démocratiques de base renforcent en fait le projet antidémocratique du néolibéralisme.

Presque partout, le néolibéralisme a été associé à un renforcement de l'autorité exécutive et à la délégation du pouvoir démocratique à des institutions bureaucratiques non responsables. Souvent, les néolibéraux ont modifié les systèmes électoraux et les modèles de représentation politique pour favoriser la « liberté économique », de la même manière que la droite populiste radicale sape la démocratie aujourd'hui.

La droite populiste radicale a une vision du monde moralisatrice et nationaliste, qui semble être en contradiction avec l'individualisme du néolibéralisme et son attitude incrédule envers la société en général. Chaque fois que les néolibéraux ont fait appel à un large soutien social, c'était généralement sous la forme des avantages potentiels de la consommation individuelle de masse résultant de la libéralisation des marchés. La mobilisation populiste, en revanche, a été considérée comme une re-politisation d'une société de plus en plus apathique et individualisée.

Cependant, comme l'ont montré les recherches de Melinda Cooper, il existe des liens étroits entre le néolibéralisme et le conservatisme social. Et comme nous le rappelle Wendy Brown, le néolibéralisme de style hayekien visait à protéger les hiérarchies traditionnelles autant que les libertés économiques. Au premier rang de ces hiérarchies figurent les valeurs familiales et la division traditionnelle du travail domestique. Cela résonne fortement avec la volonté de la droite populiste de se rallier à la figure de la famille traditionnelle. Si nous regardons au-delà de l'Europe occidentale et des pays fondateurs de l'OCDE, les liens entre le néolibéralisme et une autre caractéristique essentielle de la droite radicale, le nativisme, ne sont pas nouveaux. Le chauvinisme nationaliste était déjà présent chez les dirigeants néolibéraux-cum-populistes des années 1990 en Amérique latine et en Europe de l'Est, les cas paradigmatiques étant Alberto Fujimori au Pérou et Lech Wałęsa en Pologne - ainsi qu'en Estonie.

Derrière ces affinités électives se cache une conception individualisée de la société qui permet de faire facilement appel à une notion vide de « peuple. » Le « peuple », dans le populisme de droite, n'est pas une unité fondatrice de la société et ne repose pas non plus sur un ensemble de liens communs ; il est construit par l'identification interne d'un individu au discours du leader populiste. C'est pourquoi Ernesto Laclau appelle cette construction un « signifiant vide » qui peut être rempli avec une diversité d'appels conservateurs, autoritaires et nativistes non spécifiques. Observant la montée d'un nouveau type de droite radicale dans l'Allemagne des années 1960, le philosophe Theodor Adorno a remarqué précisément que leur attrait ne reposait pas tant sur des idées comme le demos ou la nation que sur les traits de personnalité autoritaires d'un individu et son désir d'autorité et de discipline. Dans ce même sens, si la « repolitisation de la société » populiste peut conduire à des foules en colère, elle ne mène pas au type de pouvoir collectif organisé que la classe des propriétaires craint vraiment.

En fait, les populistes n'ont pas donné de pouvoir aux travailleurs qu'ils jurent de protéger, et ont encore moins réduit le pouvoir de la classe des affaires en général, ni de la finance en particulier. En fait, l'alliance entre les néolibéraux et les populistes semble avoir pour but d'arracher le contrôle du projet néolibéral aux élites technocratiques de la troisième voie : alors que les technocrates de la troisième voie peuvent reconnaître à contrecœur les excès du néolibéralisme, augmenter les protections sociales et permettre une plus grande responsabilité des organes technocratiques, les vrais néolibéraux comprennent que leur projet repose sur la limitation continue des institutions démocratiques représentatives.

L'alliance du néolibéralisme avec la droite populiste radicale accélère le déclin de la politique démocratique et alimente un désir d'autorité, d'ordre et de conservatisme social, tout en libérant la tendance du capital à l'accumulation sans limites. La capacité du néolibéralisme et de la droite populiste radicale à former un hybride

stable dépendra de facteurs structurels et institutionnels - c'est-à-dire de la politique. Ce n'est qu'une fois que nous aurons reconnu les mécanismes économiques, politiques et institutionnels concrets qui rendent le néolibéralisme si résistant que nous pourrions commencer à esquisser quelques idées sur la manière de stopper sa marche en avant tout en défendant la démocratie et l'égalité.

Aldo Madariaga* pour [Jacobinmag](#)

Original : « [Neoliberalism Has Always Been a Threat to Democracy](#) » by Aldo Madariaga*

***Aldo Madariaga** is an assistant professor of political science at the Universidad Diego Portales, Santiago de Chile and associate researcher of the Center for Social Conflict and Cohesion Studies. He is the author of [Neoliberal Resilience](#).

Traduit de l'anglais par les lecteurs du site [Les-Crises](#)

***Aldo Madariaga** est professeur adjoint de sciences politiques à l'Universidad Diego Portales, Santiago du Chili, et chercheur associé du Centre d'études sur les conflits sociaux et la cohésion. Il est l'auteur de [Neoliberal Resilience](#).

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 19 juillet 2021